



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la
Formation Professionnelle,

FORCE OUVRIERE

1, rue Sédillot – 67000 STRASBOURG

Tél : 06 17 33 61 57

nicolas.robert@ac-strasbourg.fr

Déclaration des élus **Force Ouvrière** au CTSD 1^{er} degré du Vendredi 28 janvier 2022

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD du Bas-Rhin,

Le 13 janvier, dans le Bas-Rhin, comme dans le reste de la France, les personnels de l'Education nationale ont massivement exprimé par la grève leur opposition à la politique ministérielle. Ils ont exprimé, dans l'unité, des revendications claires : exigence de moyens pour protéger les personnels et les élèves, recrutements massifs à hauteur des besoins, augmentation immédiate du point d'indice...

Les quelques mesures lâchées par le gouvernement au soir du 13 janvier ne sauraient répondre aux revendications des personnels. C'est pourquoi, avec la FSU, la CGT Educ'action, Sud Education, la Fédération de parents d'élèves FCPE, et les organisations lycéennes, la **FNEC FP-FO** a appelé une nouvelle fois les personnels à participer à une journée de grève interprofessionnelle hier jeudi 27 janvier. Appel qui a été largement suivi une nouvelle fois, faisant montre de l'exaspération des salariés du public et du privé !

Le Gouvernement croit-il vraiment que ce sont les quelques masques qui arriveront au plus tôt après la vague épidémique Omicron ou la pseudo réunion ministérielle sanitaire convoquée mardi soir qui vont calmer la colère encore très présente dans nos écoles ?

Quant au protocole sanitaire ingérable et inapplicable, une nouvelle version est apparue le 25 janvier. Celle-ci maintient les mesures tant décriées par les personnels qui sont sur le terrain.

Monsieur le Directeur académique, nous le répétons : le Ministre et plus largement le gouvernement doivent mesurer la sourde colère qui gronde dans les établissements scolaires mais aussi chez les salariés.

Concernant les recrutements des listes complémentaires du CRPE, le Rectorat a soufflé le chaud et le froid sur ces futurs collègues dont l'école a grandement besoin : le Ministre avait pourtant annoncé le recrutement de tout le monde sous statut mais le Rectorat de Strasbourg avait, dans un premier temps, annoncé un recrutement sous contrat jusqu'au 31 août 2022. Heureusement que notre organisation a alerté la Rectrice à ce sujet pour lui expliquer qu'il n'était pas possible de faire fi de l'article 10 du décret n°90-680. La seconde communication académique en direction des collègues issus des Listes complémentaires a repris intégralement les propos de **Force Ouvrière** ! Oui, Monsieur le Directeur académique, les statuts sont protecteurs et ils constituent la ligne directrice syndicale de la **FNEC-FP-FO** !

Concernant l'ordre du jour de ce CTSD, la préparation de la rentrée scolaire 2022 avec les mesures de carte scolaire, le Ministre Blanquer entend afficher 1965 équivalents temps pleins (ETP) de moyens d'enseignements supplémentaires dans le premier degré mais ces « moyens » supplémentaires sont en réalité récupérés sur le dos de la formation des professeurs stagiaires qui travailleront à plein temps au lieu d'un mi-temps. Il s'agit donc d'un joli tour de passe-passe pour

faire croire à l'opinion publique que des postes sont créés alors que c'est bien 60 postes qui seront supprimés.

Sur ces 1965 ETP supplémentaires annoncés par le ministre :

- 1243 ETP sont consacrés à l'amélioration des décharges de direction
- 35 ETP sont destinés aux expérimentations des contrats locaux d'accompagnement dans les académies d'Aix-Marseille, Lille et Nantes et bientôt Strasbourg selon les propos de la Rectrice
- 25 ETP sont réservés à des unités d'enseignement autisme ou des « dispositifs d'autorégulation »

Des postes seront également consommés pour :

- Étendre les expérimentations relatives aux politiques territoriales
- Finaliser le dédoublement des grandes sections en Education Prioritaire
- Finaliser le plafonnement à 24 en GS, CP, CE1

Alors qu'à l'heure actuelle les remplacements ne sont plus assurés et qu'on fait appel à des retraités, que beaucoup de classes sont encore surchargées, alors que les postes spécialisés manquent partout, :

Que restera-t-il pour baisser les effectifs dans les classes, notamment dans les classes hors dédoublement ?

Que restera-t-il pour prendre en charge efficacement les élèves en difficulté ou en situation de handicap ?

Que restera-t-il pour assurer le remplacement des enseignants absents et donc assurer la continuité du service public ?

La réponse est simple : il ne restera pas grand-chose ! Surtout avec les 22 ETP supplémentaires pour notre académie dont 14 ETP pour notre département. Et vous ne pouvez nier en avoir conscience puisque vous n'annoncez même pas le nombre d'ETP que vous pouvez injecter dans cette carte scolaire ! Votre discours met régulièrement en avant la baisse démographique, mais heureusement ! Heureusement que vous pouvez compter sur la baisse démographique pour contrebalancer vos suppressions de postes et les maigres enveloppes budgétaires allouées ! Comment donc espérer faire un travail de qualité sur le département ? Pour la **FNEC-FP FO**, le constat est clair, cela est impossible !

En prenant connaissance des documents préparatoires, c'est effectivement ce que nous avons pu constater... Car Monsieur le Directeur Académique, vous êtes un fin mathématicien ! Vous proposez, 152.5 ETP de fermetures de classes pour seulement 121 ETP d'ouvertures. A ces 31.5 ETP, il faut encore enlever les 4 ETP dédiés à l'inclusion et les 13.57 ETP dédiés aux décharges. Il nous reste donc 13.93 ETP, ce qui correspond presque exactement à la dotation attribuée au Bas-Rhin cette année ! La balance finale proposée fait clairement apparaître que la marge de manœuvre du jour est inexistante et n'aura pas vocation à rassurer des enseignants déjà bien malmenés par la situation générale.

Comment allez-vous affiner le travail sur les 26 écoles qui apparaissent aujourd'hui avec l'intitulé « Evolution des effectifs à suivre » ? Nous avons bien compris avec le temps quelle était votre stratégie ! Vous aurez certes une marge de manœuvre plus grande en utilisant les nouveaux appelés de la liste complémentaire - obtenus d'ailleurs grâce à l'action syndicale et à la mobilisation massive des personnels - mais vous allez surtout, cette année encore, faire la carte scolaire sur le dos des RASED !

Lorsque les directeurs et les directrices d'écoles établissent un constat d'effectifs, quelle est donc cette autre méthode obscure qui consiste à revoir de manière autoritaire à la baisse des effectifs remontés ? En faisant cela, vous envoyez un message de défiance de la sincérité des personnels dans l'unique but de récupérer des postes pour compenser les coûts du plafonnement à 24. Cette méthode consiste à déshabiller Pierre pour habiller Paul. Mais dans notre histoire, Paul doit gérer

les mêmes conditions de travail éreintantes dues au covid, Paul doit gérer une classe avec des élèves en situation de handicap, des inclusions, des classes « hors dédoublement » ayant des effectifs importants alors que les classes de TPS viennent baisser les moyennes... En un mot, Paul mérite également que l'institution considère sa situation avec honnêteté en faisant confiance à son directeur !

C'est pourquoi, notre organisation syndicale déposera l'avis suivant : « le CTSD se prononce pour l'abandon de toutes les fermetures de classe pour la rentrée 2022 dans le 1^{er} degré et se prononce pour toutes les créations de classes nécessaires. »

Les parents, les élus, les enseignants tout comme la **FNEC FP-FO** n'acceptent pas les fermetures de classes, qu'elles soient rurales, en éducation prioritaire ou en zone urbaine.

Qui aujourd'hui peut accepter de voir des classes fermer dans le contexte de chaos dans lequel travaillent les élèves et les personnels depuis 2 ans ? Il aurait été judicieux que le Président maintienne ses annonces de l'an passé qui garantissaient qu'aucune fermeture de classe n'aurait lieu dans le rural du fait de la crise sanitaire !

Nous sommes persuadés que toutes les organisations syndicales rejeteront votre projet de carte scolaire qui n'est que la déclinaison de la politique ministérielle catastrophique dans notre département.

Concernant la préparation de votre projet, nous trouvons choquant que vous communiquiez en priorité en direction des collectivités territoriales plutôt que de vous adresser d'abord aux équipes pédagogiques pour leur faire part de l'évolution envisagée des moyens dans leurs écoles. Pire, dans certaines circonscriptions, les IEN ont clairement demandé aux Maires de ne rien dire aux enseignants, ce qui en a outré quelques-uns qui se sont empressés de nous l'indiquer.

Monsieur le Directeur académique, nous allons être très clairs : nous vous demandons de changer vos méthodes de communication. La carte scolaire est un travail important de préparation qui doit reposer sur des constats partagés sincèrement et honnêtement avec les équipes d'écoles et les directeurs en particulier. Le mépris affiché par certaines circonscriptions est inacceptable !

Pour conclure, notre organisation vous répète que le gouvernement ne mesure absolument pas la colère qu'il suscite par le rejet de ses contre-réformes, de ses lois liberticides et du mépris envers les salariés en général.

Nous vous demandons Monsieur le Directeur académique, d'entendre l'exaspération, la colère et l'épuisement des personnels et de répondre à leurs revendications que nous avons maintes fois rappelées en CTSD.

Pour la **FNEC-FP-FO**,
Audrey LAGES et Aurélien DUTT